

LE FAIT DU JOUR

politique.union@sonapresse.com

Économie en panne : le diagnostic du gouvernement

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LA cheffe du gouvernement, Rose-Christiane Ossouka-Raponda a présenté en cinq points clés, le diagnostic socio-économique du pays en ce début d'année 2021. Selon elle, "il vise aussi à expliciter la vision et les batailles que nous souhaitons mener tous ensemble pour relever les défis auxquels nous faisons face".

La Première ministre a souligné que "le Gabon est certes un pays privilégié en Afrique, dont le revenu par habitant est l'un des plus élevés et qui a atteint des résultats probants en matière de couverture santé et de disponibilité de certains services publics à la population". Il reste que malgré les conséquences néfastes de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, "les secteurs de diversification, au premier rang

desquels les secteurs forêts bois et agriculture, n'ont pas encore pris la place de relais que nous souhaiterions qu'ils occupent. Nous devons faire davantage d'efforts, et de manière assez radicale, pour accélérer la cadence, car ce sont ces filières qui créeront les emplois dont nous avons besoin, ce sont ces filières qui créeront les ressources fiscales qui nous manquent aujourd'hui", précise la cheffe du gouvernement.

S'agissant du troisième point clé abordé dans son diagnostic, elle a fait valoir que "nos infrastructures, supports à la croissance, c'est-à-dire notre réseau routier, notre réseau d'électricité et d'eau, nos infrastructures logistiques, sont largement en dessous, tant en qualité qu'en quantité, de ceux des pays qui ont un niveau de richesse similaire au Gabon". Et de poursuivre: "Nous devons combler ce retard dans un contexte

de restrictions budgétaires, ce qui nous oblige à être innovants dans les modalités de mobilisation de financement de nos investissements, en privilégiant les investissements privés et les partenariats publics privés, dont nous devons toutefois maîtriser les risques".

Dans ce contexte, a-t-elle renseigné, "nous devons faciliter l'employabilité de nos jeunes, avec une réforme profonde de notre système d'éducation et de formation, de notre Code du travail, pour faciliter l'intégration des nouveaux entrants en leur donnant les outils de leur émancipation et de leur autonomisation dans le secteur privé".

En somme, "le déséquilibre de nos finances publiques a fortement réduit notre capacité d'actions et nous devons résorber ce déséquilibre si nous voulons avoir les moyens de nos ambitions", a-t-elle reconnu.



Photo : Antoine Essone Ndong/ L'Union

Nos infrastructures, supports à la croissance, dont le réseau routier, restent en dessous, déplore la Première ministre.

Relance économique : secteurs et filières au pied du mur

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LORS de son discours à la Nation le 31 décembre 2020, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a insisté sur les filières qui devraient tirer la croissance.

Filière bois. Pour le président de la République, ledit secteur devrait fournir au marché 50 000 emplois d'ici à 5 ans. Le ministre des Forêts, Lee White, devrait ainsi mettre en place des programmes qui permettront à cette industrie de créer 10 000 emplois par an. Il faut dire que la transformation du bois, qui répond à la politique de diversification de l'économie, est sur la bonne pente.

Pêche. Le secteur pêche, susceptible de contribuer à une diminution substantielle du taux de chômage dans notre pays, reste un atout. Le thon pêché dans nos eaux reste peu transformé. L'usine de poisson d'Owendo, Seefood, qui ne fonctionne toujours pas, malgré son équipement de haute technologie, a un rôle à jouer dans la transformation des produits de pêche.

Secteur Agriculture. Il figure en bonne place dans les priorités du président Ali Bongo Ondimba, en vue de diversifier l'économie nationale. Le Conseil des mi-

nistres du 13 octobre 2020 avait ainsi adopté le projet de décret portant création de cinq zones agricoles à forte productivité (Zap) dans les localités de Kango, Idemba, Mboukou, Andeme et Bifoun-Abanga. On attend du ministre Biendi Maganga Mousavou, qu'il passe de la réflexion sur papier à l'action.

Emplois jeunes. Madeleine Berre, en charge de la formation professionnelle, doit donner corps aux directives données au gouvernement par le chef de l'État. Le principe des Zap vise à créer un écosystème où se retrouvent les petits exploitants, les agripreneurs et les agro-industriels avec la possibilité de bénéficier d'un agrément qui offre le bénéfice d'un régime économique privilégié.

Tourisme. Pascal Houangni Ambouroué doit accroître la contribution du tourisme à la formation du produit intérieur brut (PIB). À l'heure où le président parle de croissance endogène, l'ingéniosité du ministre du Tourisme est attendue pour stimuler la consommation touristique intérieure.

Économie numérique. Secteur à fort potentiel de croissance, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou devrait donner du tonus à ce secteur encore à la traîne.

Les douze batailles d'Ossouka Raponda

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

À l'ouverture hier des travaux du séminaire gouvernemental au palais présidentiel, la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, a présenté ce qu'elle a qualifié de "12 batailles" que devra mener son gouvernement en guise de réponse au diagnostic dressé sur la situation actuelle du pays. Ces 12 solutions constituent le Plan d'accélération de la transformation (PAT). La première bataille consiste à ralentir la chute de la production de pétrole et à diversifier la filière hydrocarbures. Les scénarios les plus pessimistes estiment qu'en 2030, la production se situera autour de 100 000 barils/jour, contre 218 000 aujourd'hui. La deuxième bataille vise à accélérer le développement du manganèse et poser les conditions d'une exploitation de l'or et du fer dans notre pays. Les plans de production de nos opérateurs miniers prévoient de faire passer la production annuelle de manganèse

d'environ 7 millions de tonnes aujourd'hui à 10,3 millions de tonnes par an en 2023, et peut-être même 12 millions de tonnes en 2025.

La troisième bataille est celle de l'amélioration de la productivité et de la diversification des débouchés de la filière bois. Cette filière doit créer des emplois pour les jeunes et être un nouveau relais de mobilisation de recettes pour l'État. La quatrième bataille, dont l'importance s'est révélée particulièrement cruciale durant la période de Covid-19, est liée au renforcement de la souveraineté alimentaire du Gabon et au développement des filières agro-industrielles exportatrices.

La cinquième bataille économique doit permettre de relancer le secteur BTP, à travers une reprise en main de la production des matériaux de construction pour faire baisser le coût des intrants et maximiser la valeur ajoutée locale dans cette filière. La sixième bataille du Plan d'accélération de la transformation consiste à développer l'emploi dans

le secteur privé par une adéquation plus juste entre l'offre d'éducation et les débouchés. La bataille numéro 7 concerne la réforme du système sanitaire, en recentrant les efforts sur la prévention et les soins de santé primaire.

La huitième bataille tient à la consolidation des acquis en garantissant la pérennité du système de protection sociale du pays. La neuvième bataille du PAT consiste à améliorer le climat des affaires. Le ministre chargé de l'investissement devra, pour ce faire, veiller à la relance du Haut conseil pour l'investissement (HCI). La dixième bataille est relative à la programmation des investissements stratégiques.

La onzième bataille est celle du numérique. "Nous avons changé d'ère, et le passage de relais entre l'économie matérielle et l'économie digitale se fait chaque jour sentir de manière plus aiguë", a affirmé la cheffe du gouvernement. Enfin, la douzième et dernière bataille, est l'assainissement des finances publiques.